

48001



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/URB/13  
4 juillet 1963

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Cycle d'étude sur les problèmes urbains:  
le rôle des femmes dans le développement urbain  
4-14 septembre 1963  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

ROLE DES FEMMES DANS LES SOCIETES AFRICAINES TRADITIONNELLES  
(préparé par le secrétariat)

## ROLE DES FEMMES DANS LES SOCIÉTÉS AFRICAINES TRADITIONNELLES

Il n'est pas facile de donner une idée générale du rôle et de la condition de la femme dans les sociétés africaines traditionnelles car l'Afrique est multiple, marquée de grandes différences sur le plan culturel et linguistique et, dans une même sous-région parfois, ce qui est vrai d'une tribu peut être entièrement faux d'une autre. Pour comprendre leur rôle et leur condition, il faut d'abord étudier le climat culturel dans lequel les femmes ont été élevées et les coutumes familiales et tribales de ces nombreuses et diverses sociétés qui attribuent à chaque membre sa place exacte, définissent le degré de respect dû à chacun et les devoirs et privilèges que confère l'appartenance à la famille. C'est dans ce milieu que vivent les femmes, recevant et donnant des marques de respect, servies et servant, connaissant exactement leur place de leur naissance à leur mort<sup>1/</sup>.

Comme dans toutes les sociétés, les femmes africaines jouent leur rôle important de mères et, à ce titre, portent et élèvent leurs enfants, sont loyales et affectueuses envers leurs familles et, bien souvent, le mari, les enfants, les parents et le clan peuvent compter sur leur dévouement. En ceci rien qui différencie les africaines des femmes du monde entier.

Pourtant certains traits particuliers doivent être soulignés si l'on veut bien comprendre le rôle des femmes dans les sociétés africaines traditionnelles.

En règle générale, les lois tribales de ces sociétés, font des femmes des mineures perpétuelles et les placent sous la tutelle des hommes. Mais cette règle subit de profondes altérations selon la structure des différents groupes sociaux. Les groupes africains peuvent en effet être constitués selon deux grands principes: la filiation par le père et la filiation par la mère, la famille habitant respectivement au lieu de résidence du père ou de la mère. D'une manière générale, dans les sociétés "patriarcales"

<sup>1/</sup> Scobie Alastair, Women of Africa, Cassel, Londres, 1960.



et où la famille habite le lieu de résidence du père, la condition et le statut des femmes sont nettement inférieurs à ceux des hommes. La femme est traitée en mineure; jeune fille, elle est placée sous la tutelle du père, après son mariage, sous celle de son mari. En théorie, il pourrait arriver qu'un jeune homme, ayant hérité de la position juridique et sociale de son père, puisse décider du remariage de sa mère. Non seulement l'épouse se trouve sous la dépendance complète de son mari, mais, le contrat de mariage implique qu'elle tombe aussi sous la tutelle de sa belle-famille et qu'elle peut être héritée selon la coutume du lévirat qui est encore suivie dans de nombreuses parties de l'Afrique. Dans maintes tribus, une femme mariée ne peut sortir de la maison, même dans le village, sans la permission de son mari. Elle ne peut disposer d'aucun de ses biens, serait-ce d'un panier qu'elle a tressé sans la permission de l'époux. Le mari a le droit de la battre si, à son avis, elle s'est mal conduite ou res si elle a osé le contrarier.

Normalement, une femme ne peut par héritage, parvenir à aucune position sociale ni occuper un emploi public. Cette règle comporte quelques exceptions bien connues - le statut de la reine chez les Lovedous; la situation importante de la reine-mère chez les Sivazi et la position puissante des amazones dans la société traditionnelle au Dahomey. Cependant, ces quelques exemples, auxquels on pourrait en ajouter d'autres, n'influent pas sur la condition sociale et juridique de la masse des femmes africaines.

Les sanctions morales et juridiques appliquées dans les diverses sociétés africaines sont également discriminatoires à l'égard des femmes. C'est ainsi qu'une épouse adultère peut être non seulement battue, mais, dans certaines sociétés, condamnée à mort. Il est rare que, dans des cas semblables, des sanctions soient prises contre l'époux. Quand une femme abandonne son foyer, c'est elle et non son mari qui encourt immédiatement le blâme; elle est également tenue responsable en cas de stérilité du couple; la femme stérile est tarée et on lui reproche de ne pas avoir rempli ses devoirs conjugaux. On la tient toujours pour responsable et l'hypothèse de l'impuissance du mari est souvent écartée.

Dans les tribus "matriarcales", la situation est différente. Le système de filiation par les femmes implique que les hommes héritent de leur mère et que les enfants vivent avec celle-ci ou avec le groupe des femmes. Toutefois, la situation légale de l'épouse n'est guère différente; si ce n'est plus le mari, c'est le frère de la mère qui est investi de l'autorité; la femme reste mineure et dépend pour beaucoup de choses de la bonne volonté des hommes de sa famille. Pourtant sa position à l'égard du mari est plus forte. D'abord elle jouit d'une indépendance plus grande et d'un statut supérieur dans la société. Cela est logique en raison de l'importance de la femme sur le plan social; en effet, alors que dans les sociétés patriarcales l'augmentation de la population du clan dépend des hommes qui vont chercher leurs femmes à l'extérieur, dans les sociétés matriarcales, cet accroissement démographique dépend de la faculté procréatrice des femmes qui est utilisé non plus au bénéfice d'étrangers mais à celui du clan et de la famille. Le mari n'est qu'un étalon comme on le dit dans ses groupes, surtout s'il s'agit d'un homme d'une autre tribu. Si en plus, le lieu de résidence de la famille est la maison de la mère, c'est le mari qui doit surveiller ses actes et paroles car en cas de dispute avec sa femme, celle-ci peut toujours compter sur l'appui familial alors qu'il se trouve isolé et ne bénéficie d'aucune sympathie. La situation du mari est donc celle d'un étranger et il se trouve dans une position quelque peu humiliante. Alors que dans la société patriarcale, la femme n'a pas de soutien et est en butte aux plaisanteries, dans la société matriarcale, surtout si le lieu de résidence est celui de l'épouse, c'est le mari qui se fait traiter de "bouc", comme chez les Yombés du Congo, de "coq", de "chose d'emprunt" ou de "juste bon à faire des enfants" etc. Il ne se trouve pas dans une position forte et s'il ne file pas droit, s'il essaye d'exercer son autorité ou devient paresseux, il est vite rappelé à l'ordre. (voir Raymond Apthorpe).<sup>1/</sup> Certaines sociétés matriarcales - sur le Plateau Thonga par exemple -, admettent les notions d'égalité et de libre discussion, si bien que l'individualisme règne

---

<sup>1/</sup> Women's Role in the Development of Tropical and Sub-Saharan Africa, Bruxelles, 1959 pp. 159 ff.



et que les femmes peuvent accéder à des charges politiques. Elles sont également les égales des hommes sur le plan religieux et peuvent prier de leur propre initiative les mânes de leurs ancêtres, chose rare chez les autres populations africaines. Parmi ces populations, le ménage n'est pas une unité ayant des responsabilités communes et les maris ne sont pas tenus responsables des actions de leurs femmes. De plus, chez les tribus du Plateau Thonga en particulier, les femmes ont dans une certaine mesure le droit de disposer du produit de leur travail.

Dans les régions septentrionales de l'Afrique, où domine la religion musulmane, la situation de la femme n'est pas la même que dans les régions où règne le paganisme. La grande différence entre le nord et le sud, en ce qui concerne la femme, est la pratique de la réclusion dans le monde arabe. Comme l'a dit le professeur Fawzi (Soudan), la réclusion joue pour les relations de la femme avec les étrangers ou personnes de l'extérieur<sup>1/</sup>. Le vêtement que ces femmes portent hors de la maison est le symbole de cet usage, elles sont voilées et ne peuvent exposer que leurs yeux au regard des passants. L'arrière cour de la maison arabe typique est faite pour permettre aux femmes de s'y réfugier si des étrangers du sexe opposé arrivent à l'improviste. Des liens d'amitié peuvent exister entre deux familles mais seuls les membres du même sexe échangent entre eux des visites; une jeune fille qui sort seule avec un garçon le fait à ses risques et périls, car elle compromet sa réputation et peut se trouver déshonorée à jamais. On estime cependant que c'est en partie à cause de sa dépendance économique que les femmes se trouvent placées dans une position d'infériorité au foyer et dans la société.

En Afrique de l'ouest, le statut légal et social des femmes est en général le même que dans la plupart des pays africains. Les femmes sont juridiquement des mineures; les conventions sociales ont été établies en faveur des hommes; elles doivent accepter la polygamie et toutes ses conséquences. Toutefois, les femmes africaines de l'ouest disposent d'un certain pouvoir économique étant donné les revenus importants qu'elles

---

<sup>1/</sup> Op. cit. p. 249

tirent du commerce et elles se sont servies de ce facteur pour lutter contre la domination masculine; elles jouissent ainsi d'une puissance et d'une responsabilité considérables dans le ménage. Les femmes Zaria (Nigéria) s'occupent par exemple de la dot de leurs filles et dans certains cas facilitent le mariage de leurs fils par des dons d'argent. Elles se procurent elles-mêmes les ustensiles du ménage et les vêtements des enfants. Elles s'achètent aussi des objets de luxe et des parures. Cet état de choses est général dans de nombreuses parties de l'Afrique en dépit du droit coutumier et des règles sociales.

Des observateurs étrangers ont déclaré que les femmes africaines n'étaient que des bêtes de somme et des esclaves. C'est là une grosse exagération. Cependant, il est certain que dans la plus grande partie de l'Afrique ce sont les femmes qui sont chargées de faire vivre la famille. L'unité de production, dans les sociétés africaines est le ménage et c'est la femme qui en est le moteur. Elle doit procurer la nourriture à la famille et souvent, elle travaille aux champs de l'aube au coucher du soleil, pendant que son mari remplit des tâches moins pénibles. Non seulement elle est chargée de faire les réserves d'aliments, mais elle doit aussi tirer l'eau du puits, porter le bois etc., son enfant attaché sur le dos. Sans le labeur des femmes, bien des Africains ne pourraient manger à leur faim ni pratiquer l'hospitalité envers les étrangers. L'un des plus grands avantages de la polygamie pour les Africains c'est justement l'aspect économique car l'homme qui a plusieurs épouses peut faire travailler une plus grande superficie, produire davantage de nourriture pour la famille et s'assurer une meilleure position sociale en raison de sa richesse.

Un autre aspect important de la condition des femmes africaines est le droit de choisir leur époux. Dans les sociétés traditionnelles, les Zoulous par exemple, une femme qui se trouve enceinte avant son mariage est tenue d'épouser un homme âgé. Dans certains cas, la punition va même jusqu'à la peine de mort. On trouve actuellement en Afrique de nombreux exemples de mariage sans consentement de la femme. Ces mariages sont arrangés par les familles et la jeune fille doit accepter l'époux qu'on lui a choisi. Cette pratique était si répandue en Afrique que **rien** souvent



les administrations coloniales ont promulgué des lois contre tout mariage forcé, c'est-à-dire contre tout mariage contracté sans le consentement de la femme. Il est peut-être bon de parler ici de la situation des veuves. La coutume du lévirat, par laquelle les parents mâles héritent de la femme ou des femmes du défunt, influe directement sur la condition des Africaines. Par cette coutume la femme est considérée comme le bien principal du mari, surtout si elle peut encore avoir des enfants. Les raisons sociologiques de cette coutume sont claires; elles visaient la prise en charge non seulement des enfants mais aussi des femmes de l'époux décédé et, à cet égard on a pu dire que les sociétés africaines ne connaissaient ni veuves, ni orphelins. Cette tendance s'explique également par la notion du mariage, considéré davantage comme un contrat entre deux familles qu'entre deux individus. Cependant, l'effet direct était de priver la femme de ses droits de personne humaine, libre de choisir son époux, et d'en faire l'instrument d'une négociation entre deux familles. Elle était presque réduite à la condition d'esclave de sa belle-famille qui pouvait, après la mort du mari, la remarier à son gré.

La polygamie et le prix d'achat de la mariée sont deux autres coutumes qui, d'une manière ou d'une autre, ont une influence sur la condition des femmes dans les sociétés africaines. Ces questions continuent de faire l'objet de débats animés au cours desquels les femmes se divisent en deux groupes d'opinion. Certaines défendent les deux coutumes, qui, disent-elles, font partie intégrante des traditions africaines et sont sacrosaintes. Il est peut-être permis de remarquer que ces femmes ont plus de ferveur que de logique dans leurs arguments et que leur attitude envers d'autres aspects des traditions africaines n'est pas compatible avec celle qu'elles adoptent envers ces coutumes. D'autres femmes, du même avis, font valoir que ces usages, surtout le prix d'achat de la mariée, contribuent en fait à rehausser le prestige de la femme et font d'elle un objet de soins et respect. Les hommes, d'après elles, n'auraient guère de considération pour des femmes qu'ils n'auraient pas achetées. D'autres encore, estiment que ce prix est une sorte de cadeau fait aux parents de la jeune fille. Mais il ne faut pas oublier que souvent ceux qui reçoivent ce "cadeau" ne sont pas le père et la mère mais des parents éloignés qui n'ont pas élevé la jeune fille.

Contre ces deux traditions et les usages qu'elles impliquent on peut alléguer surtout qu'elles font fi de la dignité de la femme et transforment celle-ci en un instrument utile pour le mari tant pour les travaux des champs que pour la satisfaction de ses désirs. Certains ne vont-ils pas jusqu'à dire qu'il serait difficile pour un homme monogame d'assouvir ses désirs sexuels pendant les périodes de menstruation de sa femme ou lorsque celle-ci vient d'avoir un bébé, tant que les tabous régissant l'union sexuelle seront en vigueur ?

Les questions du divorce et de la garde des enfants sont également des aspects essentiels de la condition de la femme africaine. Dans de nombreuses sociétés, le divorce, selon la coutume, peut être prononcé en dehors des tribunaux. Même lorsque ces derniers ont un droit de regard, il n'existe pas de liste précise de causes de divorce. A cet égard, l'un des problèmes est que les motifs valables de divorce ne sont pas les mêmes pour le mari et la femme. Alors qu'un homme peut légitimement demander le divorce en cas d'adultère de sa femme, celle-ci ne peut le faire puisque la polygamie permet à l'époux d'avoir des relations sexuelles extra-maritales. De même, le mari peut demander le divorce si sa femme est paresseuse, ou pratique la sorcellerie, alors que, surtout dans les sociétés patriarcales, une femme ne peut pas accuser son mari de magie noire. Dans bien des cas, l'homme peut obtenir le divorce si sa femme est stérile, car on néglige toujours la possibilité de la stérilité du mari. Dans les sociétés matriarcales, on pourrait supposer l'impuissance du mari, néanmoins même dans ce cas, les soupçons les plus forts pèsent toujours sur la femme.

Dans les sociétés africaines traditionnelles la garde des enfants est confiée soit à la famille du père, soit à celle de la mère, selon qu'il s'agit de tribus qui admettent la filiation par le père ou par la mère. On a donc pu dire qu'il n'existait pas de problèmes à cet égard dans les sociétés traditionnelles. Mais, pour la mère il se pose des problèmes personnels très graves et les enfants peuvent être profondément troublés émotivement et psychologiquement, surtout quand le foyer est brisé par un divorce, une séparation ou un décès. En règle générale, dans les



sociétés patriarcales les enfants sont enlevés à la mère, bien que les tribunaux interviennent de temps à autre pour confier, au moins pendant une courte période, la garde des très jeunes enfants à la mère; cependant, c'est toujours le père qui la reçoit en permanence. On connaît aussi le cas d'enfants réclamés par les parents du mari défunt bien qu'ils soient nés longtemps après la mort de celui-ci, sous prétexte que le prix d'achat de la mariée n'a pas été remboursé et que les fruits de la procréation de la mère appartiennent toujours à sa belle-famille. On commet ainsi des actes inhumains où les droits et la dignité de la femme en tant que personne sont réduits à néant.

En conclusion, on peut dire que la condition de la femme en tant qu'épouse et mère, laisse, en général, beaucoup à désirer dans les sociétés africaines. Elle doit se plier non seulement à la volonté, aux caprices et fantaisies de son mari mais aussi à ceux de la famille de celui-ci. Dans les sociétés matriarcales, où le pouvoir du mari est moindre en raison des principes différents qui régissent la filiation et la résidence, la femme se trouve néanmoins placée sous la domination des hommes de sa famille. Juridiquement, elle reste mineure toute sa vie; rares sont les sociétés où elle peut prétendre à une position sociale importante ou hériter de biens. Les divorces sont prononcés selon des impératifs moraux qui ne sont pas les mêmes pour les deux sexes, quoique toujours à l'avantage des hommes. Enfin, en ce qui concerne la garde des enfants, en cas de rupture du foyer par séparation, divorce ou décès, les droits de mère de la femme africaine sont inexistants.